

L'agent n'a jamais à se préoccuper du canal à utiliser car l'ordinateur assure la commutation d'une bande à l'autre, selon l'encombrement des circuits.

En outre, un tableau de commande comportant huit boutons-poussoirs pour les communications courantes avec les répartiteurs a été installé à bord des voitures. L'ordinateur du centre de télécommunication traite cette information et projette sur l'une des 15 unités d'affichage à écran cathodique la position exacte de tous les véhicules, à tel moment donné.

Des messages courants tels que "disponible", "sur les lieux", "hors du véhicule", "mission terminée, maintenant disponible", sont programmés. Pour les transmettre, il suffit d'appuyer sur tel bouton-poussoir: ils parviendront au répartiteur central en moins d'un cinquième de seconde. S'il veut communiquer de vive voix, l'agent de police n'a qu'à pousser le bouton prévu à cette fin. Un voyant s'allume sur son tableau de commande pour l'avertir qu'une voie de communication lui est ouverte. En cas d'urgence, un

bouton spécial lui assure un canal sans délai.

Quatre-vingts pour cent du trafic radioélectrique de la police du Grand Toronto est maintenant traité numériquement, de telle sorte que les voies à fréquence vocale sont disponibles pour la répartition, les communications urgentes, les demandes de renseignements au Centre canadien d'information policière à Ottawa (CCIP).

De l'Atlantique au Pacifique

Créé par la Gendarmerie royale du Canada en 1972, le CCIP exploite plus de 800 terminaux en liaison directe avec l'ordinateur, répartis à travers tout le pays, y compris le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le Labrador.

Comme le *National Crime Information Centre* des États-Unis, établi depuis longtemps, le CCIP constitue un gigantesque fichier électronique où sont stockés les derniers renseignements sur les criminels recherchés, les véhicules volés, etc.

Dans les trois secondes qui suivent l'expédition d'une demande de renseignements, le texte de la réponse commence à parvenir au terminal de l'expéditeur. Ainsi, ni les distances, ni la lenteur de la recherche documentaire manuelle ne jouent plus en faveur des criminels.

Si, à Toronto, le perfectionnement des moyens de télécommunication a favorisé un meilleur déploiement des forces policières, il a aussi permis une surveillance beaucoup plus efficace des suspects. Le CCIP est très largement utilisé au Canada: il traite plus de 500 000 messages chaque semaine.

Mesures de protection

Pour assurer que le système ne soit pas utilisé à mauvais escient, diverses mesures de protection ont été prises. Ainsi, avant de procéder à une arrestation, par exemple, l'agent communique avec le corps policier qui a fourni l'information. En outre, tout corps autorisé à introduire des informations dans le système doit tenir à jour son propre fichier pour servir de caution au fichier électronique, et il doit même communiquer à l'ordinateur tous les développements d'une affaire au fur et à mesure qu'ils se produisent. Seuls les corps de police autorisés ont accès au fichier. Les corps spéciaux — la police des ports ou des chemins de fer et, naturellement, les agences privées — en sont exclus...

Les coûts d'exploitation du système s'établissent à quelque sept millions de dollars par année, dont quatre millions pour la location du matériel informatique et trois millions pour les voies de télécommunication.

Quand le CCIP entre en scène

Le 22 juillet 1974, un peu à l'est de Regina, un Winnipegois prend un jeune auto-stoppeur à bord de sa voiture. Arrivé chez lui, l'automobiliste offre à son passager l'hospitalité pour la nuit. A son réveil, il constate que son invité a pris le large avec sa voiture et une somme de 300 \$. Persuadé qu'il ne reverra pas de sitôt sa voiture ni son argent, il fait quand même un rapport à la police de Winnipeg. Et voilà que les ressources du CCIP entrent en action.

A 23 h le même jour, à des centaines de kilomètres plus loin, dans le Nord-Ouest de l'Ontario, un agent de la

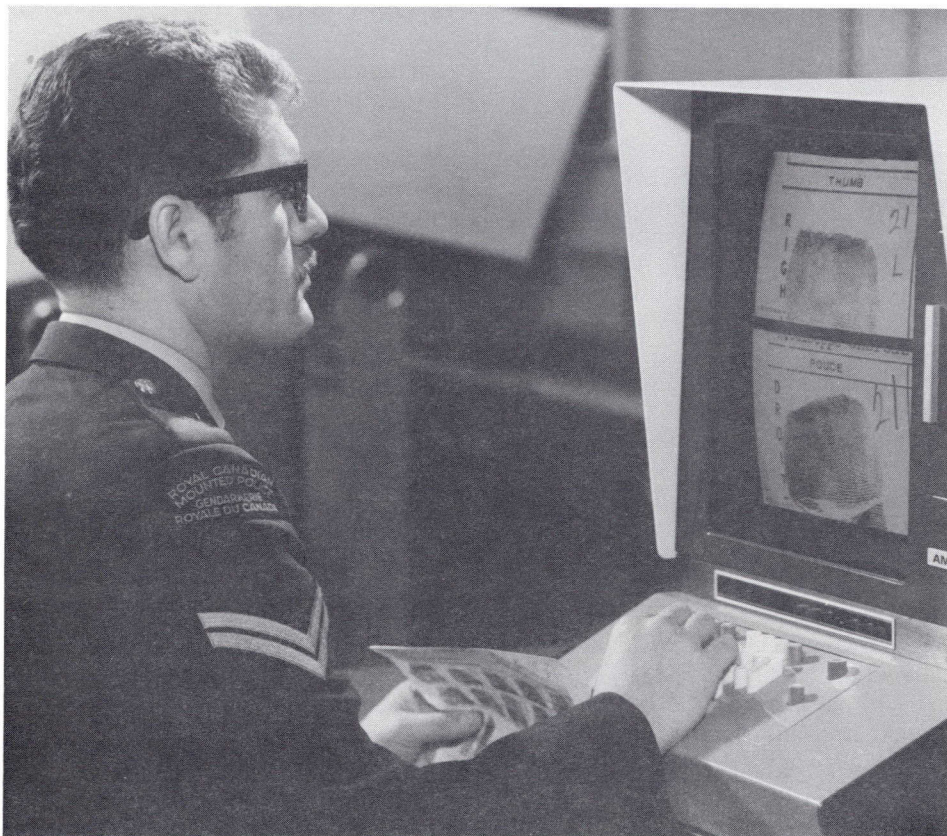


Photo: G.R.C.

L'équipement électronique servant à détecter le crime au Canada a permis de constituer un gigantesque fichier où sont stockés les derniers renseignements sur les criminels recherchés. Ci-dessus, un agent de la Gendarmerie royale du quartier général d'Ottawa, à son travail.